

Les communautés protestantes de

Provence

sous l'Ancien Régime

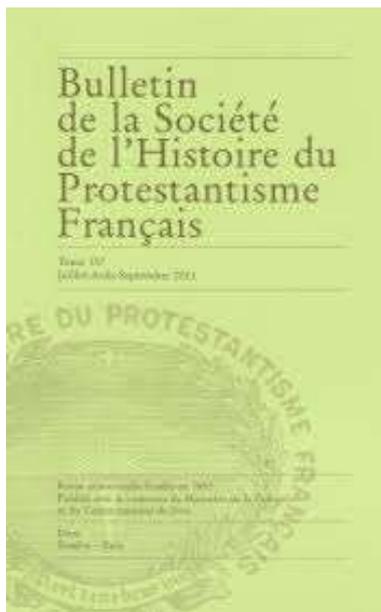


Compte rendu de lecture

Les guerres de Religion en Provence
Georges LAMBERT ¹

Bulletin de la Société de l'Histoire du Protestantisme Français
pp. 139-142
1972

¹ . Il s'agit en fait du D^r Gustave LAMBERT (et non Georges).



Compte rendu de lecture

Les guerres de Religion en Provence Georges LAMBERT

Georges Lambert : *Les guerres de religion en Provence*. Réédition Chantemerle, Nyons ; 2 vol., 1972 : 100 F.

En 1870 paraissait à Toulon un important ouvrage du docteur Georges Lambert : *Les guerres de religion en Provence*. On ne pouvait le consulter que dans de rares bibliothèques. Grâce aux éditions Chantemerle nous avons à notre disposition une histoire bien écrite, riche en détails, des guerres civiles en Provence, au XVI^e siècle. Elle suit de très près les mémoires du temps que l'auteur cite très souvent et complète celle qu'écrivit le pasteur Arnaud au siècle dernier.

La Provence n'était dans la mouvance française que depuis une cinquantaine d'années quand débutèrent le drame et les massacres du Luberon. La cession du comté au royaume de France avait été précédée d'une longue période de guerres pendant laquelle on s'était battu avec acharnement aux confins de la province, notamment dans les Baronies, le Serrois et le val durancien. Après la "réunion" de 1481, l'intégration du comté au royaume s'était faite difficilement, alors que de la mer à la Durance, la Provence était envahie, en 1524, puis en 1536, par les armées impériales et que Charles-Quint s'était même fait proclamer roi d'Arles ! On pouvait donc craindre une sécession après une guerre civile, un demi-siècle de violents affrontements, une intervention étrangère.

La population provençale était profondément catholique et semblait imperméable au protestantisme – sauf dans le Luberon et dans de nombreuses communautés de l'arrière-pays où les doctrines de Pierre de Bruis et de Valdo conservaient des adeptes malgré les persécutions royales et celles de l'archevêque d'Embrun. Si l'influence du clergé restait importante dans les campagnes, dans les villes, au contraire, bourgeois et artisans, attachés aux libertés communales, animés d'un esprit d'indépendance, adversaires de l'intolérance, auraient pu facilement rallier la Réforme. Ils restèrent circonspects ; on les désigna sous l'étiquette de « *bigarrats* », c'est-à-dire, écrit G. Lambert, « *qu'ils présentaient, en fait de croyance religieuse, une étrange bigarrure de catholicisme et de protestantisme* ».

Les représailles qui suivirent chaque reddition de ville – et dont Sisteron, en particulier, fut une dramatique illustration, expliquent cette prudence. Quant à la noblesse, elle s'engagea beaucoup moins, dans l'ensemble, que celle du Dauphiné voisin, dans la religion réformée.

Les guerres commencèrent bien avant celles des autres provinces. C'est en 1530, par la "croisade" exterminatrice contre les vaudois du Luberon que G. Lambert fait débiter les troubles qui ne s'achevèrent qu'à la fin du siècle. Le Gapençais Guillaume Farel, « *remarquable par la foudre de son éloquence* » n'avait eu aucun mal à rallier la population vadoise au protestantisme et, bientôt, Calvin la salua comme « *filie aînée de la Réforme* ». Ayant refusé le pardon accordé par François I^{er} « *sous condition d'abjuration* », les vaudois du Luberon se révoltèrent à l'appel du meunier Pallenc, d'Apt. Mais le 18 novembre 1540 tomba sur eux "l'arrêt de Mérindol" ordonnant la démolition des villages et la désertification de la région. Malgré de nouvelles lettres de grâce accordées en 1542 à ceux qui rallieraient le catholicisme, la révolte s'amplifia et le Parlement condamna « *hérétiques et relaps* ». Le roi révoqua alors ses mesures de clémence et ce fut l'implacable expédition d'Oppède et du baron de la Garde, l'affaire sanglante de Cabrières, le pillage, les paysans "arquebusés" ou envoyés aux galères, finalement la ruine du Luberon et de ses abords. Certains vaudois réussirent à gagner le Haut-Dauphiné et la Suisse. François I^{er}, vieilli et sous l'influence du cardinal de Tournon, approuva « *tout ce qui avait été fait* » et ordonna même une levée de troupes « *pour exterminer entièrement ce qui restait de cette mauvaise secte* ».

Quatorze ans après ce prologue sanglant, les guerres civiles se déclenchèrent, coïncidant avec le retour des gentilshommes démobilisés après les interminables guerres d'Italie.

On trouvera dans l'ouvrage de G. Lambert, avec une généreuse abondance de détails, la succession des opérations militaires, plus semblables, du moins à leur début, à des entreprises féodales qu'à des opérations stratégiques exécutées par des armées ennemies, entreprises coupées de trêves mais malheureusement endeuillées la peste endémique ou les jacqueries des campagnards révoltés comme dans le Dauphiné voisin.

La région de Castellane fut la première à s'embraser après l'adhésion à la Réforme des frères de Mauvans. L'agitation gagna les diocèses de Senez et de Digne, déferla sur Draguignan où, en 1559, Antoine de Mauvans fut "lynché". L'esprit de vengeance s'empara alors de ses amis.

L'auteur a brossé de remarquables portraits des principaux "capitaines" qui s'opposèrent pendant quarante ans. Parfois, pour certains, ce fut une "cassure" familiale. Tel fut le cas pour le comte de Tende, lieutenant pour le roi, et bienveillant pour les réformés, assiégé en 1502, à Sisteron, par son propre fils Sommerive. Le même Sommerive se dressa ensuite contre son frère Cipières lors d'un second siège de Sisteron, en 1567, puis fut complice de l'assassinat de Cipières, à Fréjus, en 1568... Sont évoqués, au cours d'opérations ou de tractations politiques, les chefs des deux camps : Carcès, de Vins, le duc de Joyeuse, le baron d'Oraison... et aussi, venus du Dauphiné, Montbrun et Lesdiguières avec leurs compagnons Furmeyer, Pape Saint- Auban et le terrible Gouvernet. Car les hostilités ne se bornèrent pas au comté : Provençaux, Dauphinois, s'affrontèrent au nom des deux partis, dans les provinces limitrophes. À l'époque de la Ligue, paraît l'égérie des Ligueurs : la comtesse de Sault, définie par le duc de Savoie « *donna più arrahiata non vidi giammai di questa* ». On suit bien, également, l'évolution des Parlementaires d'Aix, souvent pris entre deux feux, et ne craignant aucun schisme judiciaire. L'étranger fut appelé à s'engager dans les querelles, le roi d'Espagne et surtout le duc de Savoie qui, vers 1590, crut possible la reconstitution de l'ancien royaume d'Arles à son profit.

Les scènes de pillage ne nous sont pas épargnées. « *On pillait les carcistes au nom des razats et les razats au nom des carcistes.* » Ni les atrocités : les garnisons "passées au fil de l'épée", la mort horrible de Jean de Pontevès. Pratiquement toutes les villes

provençales furent l'objet d'un ou plusieurs sièges : Castellane, Cavaillon, Seyne, Barjols, Forcalquier, Sault, Pertuis, Château-Arnoux, Sisteron où « après la reddition de 1562 qui suivit la victoire de Sommerive à Lagrand, 3 000 habitants sur les 4 000 de la ville furent expulsés et mirent 24 jours pour rejoindre Grenoble ayant jalonné leur route de leurs cadavres et chantant néanmoins les louanges du seigneur ».

À part les militaires on ne trouve aucun personnage marquant du côté des réformés. Dans le haut clergé, après l'évêque d'Apt et son grand vicaire qui abjurèrent, l'auteur évoque Jean de St-Chamond, l'archevêque d'Aix rejoignant les protestants et se mettant à la tête d'un régiment, le jour de Noël 1566 ; puis le nouvel archevêque Génébrard prêchant, au contraire, l'extermination de tous les huguenots et justifiant l'assassinat de Henri III.

La période de la Ligue fut la plus sombre ; la confusion s'alliant à la discorde. Des chefs militaires changeaient de camp et l'acharnement des Ligueurs fut plus néfaste aux "bigarrats" désirant reconnaître Henri IV qu'aux protestants. Apparurent, en plus des chefs provençaux comme de Vins (beau-frère de la comtesse de Sault, temporisateur qui fut tué au combat), les politiques : d'Épernon « prêt sans cesse à trahir », le duc de la Valette, des parlementaires comme du Périer. Puis, en pleine épidémie de peste, le schisme du Parlement et la sécession de la "république massaliote" sous la dictature de Cassaulx, enfin l'intervention de Lesdiguières partant de Serres en Dauphiné où était son arsenal ou de Seyne « ville de sûreté » concédée aux protestants de Provence par le traité de Beaulieu, depuis 1576. On comprend la lassitude générale, surtout avec l'intrusion du duc de Savoie. Elle persuada le Parlement et une partie de la noblesse à se déclarer pour Henri IV, le seul pouvant préserver l'unité nationale. L'édit de Nantes, la paix avec l'Espagne mirent fin aux guerres civiles.

Il était difficile, avec un tel sujet, de ne pas se laisser aller à des digressions ; mais G. Lambert, sans éviter les données de l'histoire nationale, est resté dans sa Provence.

Un siècle après la parution d'un travail minutieux, nous nous plaisons à féliciter les éditions Chantemerle qui nous ont procuré les possibilités de le relire et nous leur souhaitons, pour les rééditions qu'elles annoncent, d'ouvrages du siècle passé, le succès que doit connaître celle du livre du D^r G. Lambert.

Jean Imbert.